

250 millions de photos sont mises en ligne chaque jour sur Facebook.

D'après la Fédération nationale Solidarité Femmes (FNSF), presque deux millions et demi de femmes de plus de 15 ans ont été victimes de violences conjugales en 2011, ces violences pouvant être psychologiques (88% des cas), verbales (72%), physiques (79%), sexuelles, économiques... En France, une femme décède tous les deux jours et demi victime de maltraitements conjugales.

La richesse par habitant en France est désormais inférieure à la moyenne de l'Union européenne.

Comment vaincre la crise ? En s'inspirant de ce qu'a fait Franklin Roosevelt en 1933. Quand Roosevelt est élu, les États-Unis sont sinistrés mais il change la donne avec une rapidité étonnante. L'activité législative est prodigieuse : en trois mois, Roosevelt fait adopter plus de réformes que Herbert Hoover en quatre ans. Son objectif n'est absolument pas de « rassurer les marchés financiers » mais de les dompter. Et il y parvient ! Certes, tout n'est pas réussi mais il rend confiance à son peuple et les règles sociales et fiscales instaurées en 1933, puis en 1944 (en tenant compte des erreurs de 1933) ont permis des décennies de prospérité sans dette : jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan en 1981, l'économie américaine a fonctionné sans avoir besoin ni de dette privée ni de dette publique. C'est depuis l'arrivée des néolibéraux que nos économies ont besoin de toujours plus de dette : en trente ans, ce qui va aux salariés est passé de 67% du PIB à 57% pour l'ensemble des pays de l'OCDE, ce qui amène à augmenter tant la dette publique (car les impôts sur les salaires et sur la consommation sont la première ressource des États) que la dette privée car des millions de salariés s'endettent pour maintenir leur niveau de vie. (...) Quel est le rôle historique de la gauche européenne ? Gérer l'effondrement du modèle néolibéral, quitte à mourir dans les décombres, ou accoucher d'une nouvelle société avant que la crise, comme dans les années 30, ne débouche sur la barbarie ? (Extraits de l'appel « Roosevelt 2012 » rédigé par Pierre Larrouturou)

Entre la réalité et l'idéal, il y a la volonté politique (Cécile Duflot)

L'euro est victime de la crise des dettes publiques. On observe ainsi l'erreur stratégique de ce projet de monnaie unique, probablement non viable. Sa survie nécessite une forme de « fédéralisme », donc des harmonisations douloureuses (smic, temps de travail...) mais aussi des transferts très importants des pays du Nord vers le Sud, via un énorme budget fédéral (25% aux États-Unis, 1% en Europe). Cela reviendrait à transformer la zone euro en un vrai pays, ce que n'est pas la zone actuelle, bâtie trop grande, trop vite. Or ces quinze dernières années montrent que les pays européens se sont comportés comme dix-sept pays concurrents et non pas comme dix-sept régions d'un même pays. Aucune harmonisation économique n'a eu lieu, aucun transfert de souveraineté n'est souhaité par quiconque. Au contraire, de la politique salariale allemande au régime fiscal irlandais, chaque pays a fait cavalier seul. Ces choix obéissent à une logique historique, mais sont contraires à la possibilité de partager la monnaie unique. (...) La bonne question est : « Peut-on sauver l'euro ? » Économiquement, oui ; mais les conditions politiques ne sont pas réunies. L'individualisme caractérisant la génération au pouvoir se retrouve au niveau des États. La crise a bien montré qu'il n'existe aucune solidarité financière entre eux. (...) On s'obstine à concevoir la construction européenne à partir des politiques économiques néoconservatrices ayant échoué et non sur des projets démocratiques ou sociaux respectant les attentes des peuples. Aucun État ne veut porter la responsabilité de l'échec de l'euro, d'où les tensions actuelles visant à faire porter le chapeau au voisin. (Olivier Berruyer)

Aujourd'hui, il s'échange chaque jour deux fois plus de capitaux sur l'action Apple à New York que sur l'ensemble des titres français à Paris.

C'est ce qu'on dit qu'il convient de critiquer, pas ce qu'on aimerait qu'on dise. Ce que l'on pense, et non pas ce qui vous arrange de penser qu'on pense. (Jean-François Kahn)

Monter, grimper... mais se hisser ? Oh ! Combien c'est difficile ! (René Char)

L'islam n'était pas antisémite ; il l'est devenu. Autrement dit, le ver n'était pas dans le fruit, il y a été mis. L'antisémitisme en terre d'islam est d'abord une importation européenne et chrétienne. Le virus lui est inculqué une première fois en 1840. C'est « l'affaire de Damas ». Après la disparition d'un moine capucin, des rumeurs circulent selon lesquelles les juifs auraient procédé à un meurtre rituel pour fabriquer le pain de Pâque avec son sang. Résurgence des calomnies courantes au Moyen Âge en Europe, l'accusation portée par les chrétiens entraîne l'arrestation et la torture d'une dizaine de juifs. Le sultan ottoman et le khédivé égyptien interviendront pour dénoncer une pure invention, mais les soupçons de meurtres rituels continueront d'être régulièrement relancés par les Arabes chrétiens durant le XIX^{ème} siècle. Il faudra cependant attendre les effets de la colonisation et la création d'Israël en 1948 pour rendre la souche active chez les musulmans eux-mêmes. Le premier choc a eu lieu dans l'Algérie française. (...) Le décret Crémieux de 1870 acte la rupture : les juifs, jusqu'alors considérés comme des indigènes, deviennent français, les musulmans non. Au même moment apparaissent de nouvelles idées politiques comme le panarabisme et, surtout, le nationalisme. En ralliant les valeurs de l'occident, les juifs non seulement s'excluent du cercle national mais deviennent des adversaires politiques. Avec l'avènement du sionisme, ils deviennent des étrangers. Avec le conflit israélo-palestinien, des ennemis jurés. A partir de la fin des années 50, dans la foulée des décolonisations et des guerres israélo-arabes, notamment celle des Six-jours, la présence juive en terre d'islam se raréfie. Elle laisse place au juif imaginaire, toile de protection parfaite pour les préjugés. Tout le contenu conceptuel, la phraséologie et la littérature de l'antisémitisme occidental (jusqu'à la vulgate des « Protocoles des sages de Sion », sont récupérés par les mouvements islamistes en plein essor. (Marie Lemonnier)

Jusqu'en 1965, dans le droit privé français, le mari pouvait s'opposer à ce que sa femme travaille.

Un citoyen américain ou européen consomme 50 fois plus de ressources naturelles qu'un citoyen du Bangladesh. Sur 7 milliards d'habitants que compte la planète, environ 2 milliards ont accès à notre mode et rythme de consommation. Il suffirait que 2 autres milliards d'humains, sur les 5 « laissés sur le carreau » de la consommation à l'heure actuelle (en Inde et en Chine, par exemple) accèdent à notre niveau pour que la Terre se trouve exsangue de ses ressources en un rien de temps. C'est facile à comprendre. Imaginons la Terre et les ressources naturelles qu'elle contient comme un capital. Jusqu'à peu près 1980, nous vivions sur « les intérêts » du capital Terre ; depuis, les intérêts ne suffisent plus à satisfaire à la demande et nous avons entamé le capital lui-même, ce qui va diminuer le montant des intérêts générés et provoquer donc une sollicitation accrue du capital, qui entre ainsi dans un cercle infernal le conduisant, de façon exponentielle, à son épuisement total. On a trop tendance à oublier que les ressources constituent un ensemble fini.

Chaque fois que l'histoire se répète, le prix augmente.

L'art des commentateurs de nous gâcher les bons moments. Voyez la façon dont ils saluent l'événement extraordinaire qui s'est déroulé cette semaine. Si, comme on peut le supposer à l'heure où j'écris, les députés ont réussi à placer un oiseau sur leur perchoir, le pays entre enfin dans une période nouvelle et inouïe : on en a fini avec les élections pour près de deux ans ! Prochaine rafale en 2014. (...) Reste cette faute de goût détestable que l'on entend partout en ce moment : maintenant, disent les éditorialistes, les élections sont passées, il est donc temps d'« affronter les vrais problèmes ». L'apprendre est un choc sur le plan démocratique. Contrairement à ce qu'on pensait, une élection, ce n'est donc pas un moment qui sert à traiter quoi que ce soit. C'est juste une sorte de petite récré marrant qui sert à se détendre. Sur un plan humain, c'est à pleurer. Après l'année qu'on vient de vivre, on se croyait peinarde. Et allez ! On a déjà droit aux devoirs de vacances. (François Reynaert)

Une idée qui n'est pas dangereuse ne mérite pas d'être appelée idée. (Oscar Wilde)

Chaque seconde qui passe, la dette accumulée par les jeunes Américains pour financer leurs études augmente de 2.854 dollars. Au total, ces prêts dépassent les 1.000 milliards de dollars !!! Une nouvelle crise bancaire, peut-être pire que celle des « subprimes », est donc en gestation.

C'est ça le modèle que l'on veut imposer en Europe avec des prix prohibitifs pour accéder aux études supérieures ?

On n'échappe pas au ridicule en affectant la gravité. (Georges Bernanos)

Face aux derniers tapages de l'équipe de France, les curés du ballon rond ont avalé de travers leur hostie bleu-blanc-rouge. Scandalisée devant sa télé, même la chrétienne de gauche a des pulsions génocidaires qui la rapprocheraient presque du facho pur bœuf. Comme il lui manque soudain, son petit Lilian Thuram, qui, en alignant trois mots de vocabulaire de plus que Zinédine Zidane, passait pour un disciple d'Emmanuel Kant. Elle les déteste, ces nouveaux Bleus aux poches aussi pleines que leurs regards sont vides. C'est que la vieille institutrice regrette l'époque du cinéma muet où seuls les beaux gestes comptaient, *amen*, où des boy-scouts en Adidas, après qu'ils eurent fayoté l'hymne lacrymal du pays qui les taxait, semblaient dessiner chaque but dans les cendres d'un grand-père tombé jadis pour la nation. Sauf que c'est fini, mamie ! Le titulaire des temps modernes se sent aussi français que je me sens copéiste : il rêve en dollars, textote en anglais, paye ses impôts en Suisse, négocie en espagnol, baise en croate et pense en trisomique. Quant à sa terre d'asile, c'est un jet privé - construit au large de Taiwan- à bord duquel il survole l'étendue de son ignorance. C'est te dire s'il se sent concerné par les couplets révolutionnaires de Rouget de Lisle ! La Marseillaise, dans le meilleur des cas, il veut bien la niquer. Mais de là à la chanter... (Nicolas Bedos)

En France, comme aux États-Unis, plus de 90% des nouveaux contrats sont à durée déterminée (CDD), d'une durée moyenne de cinq mois.

On me reproche de me réclamer d'un « centrisme imaginaire ». C'est tout à fait juste. Mon centrisme est d'autant plus imaginaire qu'il n'existe que dans l'imagination de ceux qui le désignent ainsi par refus d'avoir, du débat idéologico-politique, une conception autre que purement topographique. L'important n'est pas ce que vous dites, mais d'où vous le dites. Vous ne le dites pas d'ici -la droite-, vous ne le dites pas de là -la gauche institutionnelle-, donc vous êtes au « milieu ». Centriste ! Implacable. Déclinons l'impeccable logique : la vie politique en 1789 est clivée entre monarchistes absolutistes et monarchistes constitutionnels, avant qu'ils ne deviennent « légitimistes » et « orléanistes ». Vous n'êtes ni ceci ni cela, parce que vous êtes, comme Condorcet, républicain. Donc, vous êtes au milieu. Donc vous êtes « centriste ». En 1880, l'affrontement politique binaire oppose monarchisme et républicanisme libéral bourgeois. Vous, vous êtes radical ou, pis, socialiste. Vous ne vous réclamez donc ni de « ceci » ni de « cela ». Donc, vous êtes au milieu. Donc vous êtes « centriste ». Absurde ! Le rejet d'une bipolarité obsolète ne renvoie pas mécaniquement à un centre pour le coup imaginaire. Connaissez-vous un seul mathématicien, un seul physicien qui enseigne que, hors de deux termes, il n'y a d'alternative qu'au milieu ? Et le dépassement, je n'ose même pas dire dialectique (le républicanisme, le socialisme furent des dépassements ?) Toute l'évolution historique, naturelle, en témoigne : il peut ne pas y avoir de milieu, mais il y a toujours possiblement et potentiellement un « en avant ». Et cet « en avant » est le moteur de l'histoire. Entre colonialisme et intégrationnisme, l'indépendance des peuples ne fut jamais un milieu, mais un « en avant ». Où est la vérité ? Pratiquement jamais au milieu. Donc très rarement au centre, topographiquement parlant. Simplement, elle n'est pas toujours « ici », elle n'est pas toujours « là ». Et il arrive un moment, celui des grandes mutations, où elle n'est plus ni « ici » ni « là », mais « en avant » d'« ici » et de « là ». Dans le dépassement de « ceci » et de « cela ». Entre le résistant et le collabo, la vérité n'était pas au milieu. Entre le stalinien et l'antistalinien, la vérité n'était pas au milieu. Il fallait être résistant à côté des communistes et antistalinien à côté des libéraux. Le plus terrible fut le positionnement de ceux qui, au nom d'un clivage bipolaire -on est « ici » ou on est « là », pas d'alternative- furent résistants et staliniens, antistaliniens et collabos. Ceux qui refusèrent le « socialisme réel » façon Moscou et le « monde libre » façon Nixon, les guerres coloniales et le putsch communiste d'Afghanistan, étaient-ils des centristes imaginaires ? (...) Que peut-on contre cette paresse intellectuelle qui conduit le pouvoir médiatique à se construire des bipolarités artificielles, un monde bicolore qui marche au pas, une-deux, une-deux, en écoutant une musique bitonale ou en roulant dans des Trabant à deux temps, parce que se frotter à la pluralité et à la complexité, à la polyphonie et au Technicolor est décidément trop éreintant.

(...) François Bayrou a commis une faute tactique. Plongés que nous sommes dans le maelström d'une crise qui favorise les radicalités, confrontés à la double inadéquation du conservatisme libéral et de la social-démocratie, il ne s'agissait pas de se définir comme « centristes », donnant ainsi l'impression de se situer « au milieu », comme si la vérité pouvait se situer au milieu de deux erreurs, mais de se projeter « en avant ». De se sonner comme dépassement novateur de deux discours obsolètes. Quand il convient d'escalader des montagnes, le centrisme apparaît comme un trou. Entre « l'entre-soi » de la gauche et « l'entre-caste » de la droite, il ne suffit pas de proposer un « entre-deux ». Cette posture du « milieu » ou du « central » était d'autant moins propulsante et dynamisante que, prise en étau entre un semi-réformisme technocratique et flasque dans le cadre du système (l'hollandisme) et une invitation à liquider les derniers acquis du « social-gaullisme » d'après-guerre, également dans le cadre du système (le sarkozisme), elle revenait à proposer une ligne moyenne entre presque rien et moins que rien. Enthousiasme garanti ! (Jean-François Kahn)

La Grèce est le seul pays à n'avoir pas perçu à la Libération en 1945 les indemnités de guerre de l'Allemagne vaincue. Elles se chiffrent en milliards...

En France, une femme est violée toutes les huit minutes.

Sauf à être fou, les citoyens que nous sommes ne peuvent accepter plus longtemps le délitement de la démocratie, la polarisation économique et sociale croissante entre pauvres et nantis, la ruine de l'État social, la privatisation et la marchandisation progressive de tous les domaines de la vie. (Ingo Schulze, romancier)

À force de rassurer les marchés, comme on dit, les décideurs politiques ont oublié que leur première fonction était de rassurer -et protéger- les citoyens. (Jean-Claude Guillebaud)

Georges Brassens a raconté l'histoire de Corne d'Aurochs, ce personnage buté, mort pour avoir refusé le médicament dû à un Allemand. L'Europe aujourd'hui risque le même sort. Elle refuse de prendre le médicament qui la sauverait parce qu'il est dû à un Anglais : John Maynard Keynes. Un préjugé stupide empêche en effet les gouvernements européens voués à l'orthodoxie libérale de se dégager de la crise de la dette. On ne le répétera jamais assez : il leur suffirait pourtant de demander à leur banque centrale de financer les États endettés. Le fardeau qui les paralyse serait allégé et les marchés qui craignent la faillite de leurs débiteurs seraient rassurés. Seulement voilà, il faudrait contredire l'establishment bancaire et abjurer le dogme qu'il impose depuis des décennies aux peuples. Il n'y a pourtant pas cent solutions pour sortir du piège. Si l'on excepte la condamnation des créanciers pour sorcellerie, la saisie des biens des Templiers ou la guerre de conquête, qui permettaient autrefois aux rois endettés de faire face, on ne trouvera que trois remèdes : 1) Poursuivre dans la voie choisie depuis deux ans, c'est-à-dire exiger des peuples une livre de chair. Outre que cette politique d'austérité provoque des souffrances inédites en Europe depuis la guerre, elle est en passe de plonger le continent dans une récession qui asséchera les recettes fiscales et rendra le remboursement encore plus difficile. On choisit l'austérité pour éviter la banqueroute. On aura l'austérité et la banqueroute. 2) On peut déclarer qu'on ne paiera pas. Les pays les plus atteints, la Grèce en tête, annonceraient un beau matin qu'ils renoncent à rembourser leurs créanciers. Outre que ces créanciers ne sont pas tous riches et que le défaut appauvrirait d'un coup une partie des classes moyennes, les pays concernés se couperaient de tout crédit. Qui prête à un mauvais payeur ? Pour continuer à verser les salaires de leurs fonctionnaires, il leur faudrait rétablir leur monnaie nationale, sérieusement dévaluée, autrement dit faire voler en éclats la zone euro. Cette panique égoïste créerait un pandémonium financier et ferait reculer l'Europe politique de trente ans. 3) La troisième solution, si elle n'a rien d'enthousiasmant, est la seule raisonnable. Comme le fait la Réserve fédérale, comme le fait la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne serait conviée poliment mais fermement à racheter les bons émis par les États. Les créanciers auraient la certitude de revoir la couleur de leur argent et les États verraient se desserrer le carcan qui les emprisonne. Gouvernements et marchés en seraient confortés et les peuples appelés à un effort supportable, en lieu et place d'une austérité mortifère. Bien sûr, c'est un expédient. Il ne dispense d'aucune réforme de structure,

celle qui rééquilibrerait le budget à terme ou celle qui verrait les marchés remis à leur place par une régulation sérieuse. Bien sûr, il y faudrait une prudence de chat pour éviter que la création monétaire induite ne débouche sur une crise inflationniste. Mais il y a de la marge. Nous sommes en déflation. Brandir aujourd'hui le risque d'inflation, c'est dénoncer les risques de la chaleur en plein hiver. Irréalisme? Cette solution est si peu utopique qu'elle est déjà mise en oeuvre par la BCE de Mario Draghi, mais au seul profit des banques, qui peuvent réclamer à la BCE un financement illimité. On refuse d'en étendre le bénéfice aux peuples. Rien d'étonnant: dans ce monde dominé par la finance, les banquiers continuent de décider à la place des électeurs. A quand le sursaut? (Laurent Joffrin)

C'est un phénomène qui intervient après chaque fusillade aux États-Unis : loin de dissuader les achats d'armes, les ventes de fusils d'assaut et de pistolets automatiques explosent. Après le massacre dans le cinéma d'Aurora, dans le Colorado, l'augmentation a été de 40%.

64% des contribuables américains soutiennent toujours la peine capitale (le chiffre le plus élevé depuis 1972 !!!) ; mais 61% d'entre eux préfèrent la perpétuité. Motif : un condamné qui attend son exécution coûte 3 millions de dollars par an, alors qu'un détenu à vie n'en coûte que 1.

En 2011, une femme tous les trois jours (et un homme tous les quinze) sont décédés sous les coups de leur conjoint. Les homicides entre partenaires de vie (146 en 2011) sont donc bien moins médiatisés mais beaucoup plus importants que les infanticides (11 décès d'enfants victimes de violences exercées par leurs parents en 2011).

Selon certaines estimations, la trésorerie des entreprises américaines (parmi lesquelles Apple, Microsoft, Google ou Cisco) dissimulée à l'étranger pour échapper au fisc représenterait 1.000 milliards de dollars. J'ai bien écrit « 1.000 milliards », de quoi sauver largement la zone euro. (...) ce n'est là qu'un aspect de cette finance pirate émergente qui consolide son hégémonie planétaire. En mettant bout à bout la rémanence des paradis fiscaux, la pratique du *shadow banking* (banque occulte), la manipulation des cours via la spéculation haute fréquence, le boursicotage sur les produits alimentaires et mille autres « optimisations fiscales », comme on dit, on mesure l'intensité de la folie ambiante. Chaque citoyen sent littéralement, sous ses pieds ou au-dessus de sa tête, le poids d'un appareil de domination au regard duquel les garanties démocratiques « à l'ancienne » ne pèsent plus grand-chose. Ainsi coexistent deux figurations de la vérité : celle, théâtrale et sermonneuse, à l'intention du citoyen, et l'autre, la vraie, la sérieuse, réservée aux initiés d'une minuscule oligarchie. C'est à cette dernière que je pense chaque fois qu'est susurrée par les politiques ou les commentateurs la complainte de la dette. On en connaît les couplets : depuis trente ans, les peuples d'Europe ont vécu à crédit. (...) il s'agit maintenant de rembourser au plus vite, sauf à demeurer dans les mains des financiers. Allons-y donc pour les « réformes de structure », la « flexibilisation » et les « privatisations », c'est-à-dire le grand détricotage du droit social. Si cette récitation moralisatrice me scandalise, c'est qu'elle ment gravement par omission. Elle se garde bien, sauf exception, d'évoquer le pillage planétaire de nos sociétés par les corsaires en col blanc, un pillage plus coûteux que la prétendue prodigalité des peuples. Tout se passe comme si le « sang du pauvre » (Léon Bloy) servait à calmer, au jour le jour, les fringales de l'ogre. Le réel -celui des peuples, des salariés, des citoyens ordinaires- se voit ainsi rançonné par cette « chose » proliférante et fantasmagique qu'on appelle les marchés financiers. Pourquoi l'adjectif « fantasmagique » ? Parce que lesdits marchés ont de moins en moins de rapport avec le réel. Un exemple : chaque jour, les diverses transactions sur le pétrole portent sur 4 milliards de barils. Or la production mondiale quotidienne, elle, ne dépasse pas 90 millions de barils. Les spéculations sur le pétrole représentent donc 44 fois la quantité effectivement produite (!) En moyenne, chaque baril est acheté et vendu 44 fois ! Des fortunes se gagnent ainsi en changeant de place -virtuellement- des milliards de dollars. (Jean-Claude Guillebaud)

Seulement 4,5% des pacs concernent des personnes de même sexe.

Je pourrais te dire : « Commençons par le commencement », mais il n'y en a pas vraiment ici. L'histoire de ta mère est aussi celle de ta grand-mère et de ton arrière-grand-mère. Ainsi que de ta grand-tante. Leur destin était entrecroisé... Elles illustrent à la perfection ce que nous appelons la fatalité, en Grèce. Celle-ci est bien souvent le fait de nos ancêtres, et non des étoiles. Lorsque nous évoquons l'Antiquité, nous nous référons toujours au destin, mais nous ne parlons pas réellement d'une force incontrôlable. Bien sûr, certains événements capitaux semblent se produire sans raison et bouleverser le cours d'une vie, mais, en vérité, notre destinée est déterminée par les actions de ceux qui nous entourent et de ceux qui nous ont précédés. (Victoria Hislop, *L'île des oubliés*)

Ce qui a changé les choses, ce n'est pas autant « Loft Story », la première émission du genre, que sa médiatisation. Un sociologue a calculé que tous les articles négatifs parus à propos de « Loft Story » représentaient 350 millions d'euros de publicité. Pour la première fois, la critique devient un outil promotionnel. (Xavier Giannoli)

Toute la géographie, la trigonométrie et l'arithmétique du monde ne servent à rien si tu n'apprends pas à penser par toi-même. Et ça, aucune école ne te l'enseigne. Ce n'est pas dans le programme. (Carlos Ruíz Safón, *Marina*)

Le taux de chômage actuel, pour les jeunes (moins de 25 ans) est de 22,5% en France, 28,5% en Irlande, 35,5% au Portugal, 36,2% en Italie, 51% en Grèce et ... 53,3% en Espagne !!!